

2015-2016



RAPPORT D'ACTIVITÉS

DE MME MATHILDE VANDORPE
DÉPUTÉE CDH
AU PARLEMENT
DE WALLONIE



TABLE DES MATIÈRES

1. AVANT-PROPOS	3
2. PRÉSENTATION	4
3. ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE	5
3.1. Parlement de Wallonie	5
• Propositions de décret, Propositions de décret spécial	
• Proposition de résolution	
• Questions orales	
• Questions d'actualité	
• Questions écrites	
3.2. Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles	10
• Propositions de décret, Propositions de décret spécial	
• Proposition de résolution	
• Amendements en commission	
• Rapports	
• Interpellations	
• Questions orales	
• Questions d'actualités	
• Questions écrites	
4. ACTIVITÉS HORS PARLEMENT	17
4.1. Mandats publics	17
• Conseillère communale et Echevine empêchée	
• Administratrice de l'Intercommunale IPALLE (gestion des déchets) et Présidente du Comité de secteur (PME)	
• Représentante communale au sein de l'Agence Locale pour l'Emploi	
• Membre du comité subrégional de l'ONE	
• Administratrice de l'asbl Gestion Centre Ville	
• Présidente de l'asbl ELEA	
• Administratrice à la Maison de Jeunes La Frégate	
• Administratrice à la Prairie	
• Présidente de l'asbl Crèche Saint Achaire	
• Présidente du Foyer Tibériade	
4.2. Parti	18
• Cheffe de groupe au sein du cdH local au Conseil communal	
• Travail sur les familles plurielles	
• Visites de terrain	
• Visites ministérielles	
4.3. Associations diverses	19
• Travail de terrain dans le cadre du Parlement des Enfants	

1. AVANT-PROPOS

Active au Parlement de Wallonie depuis deux ans, mon objectif est d'y représenter ma région et ses intérêts. Régulièrement interpellée par des Wallons picards, je ne manque pas de relayer leurs préoccupations via des interpellations, questions orales et écrites ou encore en rencontrant directement les ministres compétents.

Effective en commission Emploi et Formation, j'en ai fait mon cheval de bataille en ce qui concerne les matières régionales. Je n'ai d'ailleurs pas manqué d'interroger la ministre Eliane Tillieux sur les nombreux problèmes ou l'avancement de certains dossiers comme le Forem, l'entrepreneuriat, la formation en alternance, le plan "Airbag", le pacte wallon pour l'emploi et la formation, etc.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, étant professeur de formation, ma motivation était double lorsqu'on m'a nommée membre effective de la commission Education. Mon expérience, forte de dix années dans l'enseignement, me permet d'apporter un vécu et une réalité de terrain dans certains dossiers.

Au delà de ma réactivité en commission pour lesquelles je suis membre effective, je ne manque pas d'interroger les ministres, peu importe les partis, sur des sujets d'actualité ou qui posent question.



2. PRÉSENTATION



- **Parti:** cdH
- **Arrondissement:** Tournai-Ath-Mouscron
- **Adresse:** Place Charles de Gaulle, 7 - 7700 Mouscron
- **GSM:** 0475/806.105
- **Mail:** hello@mathildevandorpe.be

- Commissions en tant que membre effective au Parlement de Wallonie: Emploi et Formation, comité Mémoire et Démocratie, commission spéciale relative au renouveau démocratique
- Commissions en tant que membre suppléante au Parlement de Wallonie: Économie et Innovation, Agriculture et Tourisme
- Commissions en tant que membre effective au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles: Education
- Commissions en tant que membre suppléante au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles: Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

3. ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

3.1. PARLEMENT DE WALLONIE

PROPOSITIONS DE DÉCRET, PROPOSITIONS DE DÉCRET SPÉCIAL

MODIFICATION DU CODE WALLON DU TOURISME RELATIVE AUX HÉBERGEMENTS PARTICULIERS MIS EN LOCATION TOURISTIQUE VIA DES PLATEFORMES COMMUNAUTAIRES

Au travers de nombreuses plateformes communautaires, de nouvelles formes d'hébergement touristique se sont développées. La présente proposition de décret vise à axer un cadre permettant à la fois le développement de cette nouvelle offre tout en veillant à assurer une concurrence loyale par rapport à l'offre d'hébergement touristique qui existe et est encadrée par la législation wallonne. Pour ce faire, il introduit la détermination de règles de base pour tous les hébergements touristiques et la création d'obligations de transparence dans le chef des intermédiaires. Enfin, le Commissariat général au tourisme pourra agréer les opérateurs pouvant délivrer les attestations de sécurité simplifiées.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

LA FORMATION EN ALTERNANCE

(Adoptée)

Cette résolution a pour but d'impulser une révolution de mentalités qui implante durablement la formation en alternance comme filière d'excellence dans le paysage de l'apprentissage et le monde économique wallon.

Ce travail doit se faire en collaboration avec l'Office Francophone de la Formation en Alternance (OFFA), les Carrefours Emploi Formation Orientation (CEFO), les Cités des métiers et les secteurs professionnels.

DÉFENSE DU MAINTIEN DES SERVICES DE PROXIMITÉ DANS LES ZONES RURALES

(En cours d'examen)

L'espace rural constitue une des plus grandes richesses de la Wallonie et couvre une large partie de son territoire. Depuis plusieurs années, il subit de plein fouet le délitement des services de proximité tant publics et parapublics que privés. Ce désinvestissement risque d'handicaper le développement économique des zones rurales et de créer une inégalité entre les citoyens. Les auteurs de la présente proposition de résolution demandent au Gouvernement wallon de prendre une série d'initiatives afin de préserver les services de proximité et de promouvoir les projets permettant de développer les services de proximité en zones rurales afin d'assurer une égalité de traitement entre citoyens des zones rurales et des zones urbaines.



QUALITÉ DE L'EMPLOI ET DES SERVICES DANS LE SECTEUR DES TITRES-SERVICES

(Adoptée)

La présente proposition de résolution part d'une série de constats découlant des auditions qui se sont tenues au premier trimestre 2016 en Commission de l'emploi et de la formation au sujet des titres services (Doc. 427 (20152016) - N° 1). Elle s'appuie sur une série d'études et de rapports consacrés à ce dispositif. Des problèmes se posent notamment en termes de qualité d'emploi, de formation, de rotation du personnel et de rentabilité au sein de ce secteur régionalisé depuis le 1^{er} janvier 2016. Le texte adresse au Gouvernement wallon une série de demandes propres à améliorer le système. Elles visent notamment : à revoir à la hausse les indemnités pour frais de déplacement et autres frais; à veiller à une meilleure utilisation des moyens consacrés à la formation ; à étendre à l'ensemble des aides ménagères du secteur des titres services l'accès à des formations au métier d'aide ménagère sociale, voire d'aide familiale ; à accentuer le contrôle et à actualiser la réglementation pour une meilleure qualité d'emploi ; à éviter les effets non désirés de rotation de personnel générés par certaines aides régionales à l'emploi (Activa) ; à créer une sous-commission paritaire régionale de la sous commission paritaire 322.01 de façon à encadrer plus adéquatement la concertation sociale dans ce secteur.

EXTENSION DE L'APPLICATION "COMON" AU TRANSPORT SCOLAIRE

(En cours d'examen)

Le covoiturage constitue une alternative crédible à l'autosolisme. Dans cette optique, le Gouvernement a notamment développé et rendu disponible au mois de septembre 2015 l'application mobile ComOn. Cette application vise à favoriser le covoiturage en Wallonie.

Au même moment, une étude démontrait que 57% des enfants se rendaient encore à l'école en voiture contre seulement 30% en transport en commun. Étendre l'application ComOn aux déplacements scolaires est une étape logique dans la promotion du covoiturage qui pourrait également sensibiliser les plus jeunes à celui-ci.

QUESTIONS ORALES

- 29/09/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation— *L'articulation des titre-services à l'action sociale*
- 29/09/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation— *Les difficultés liées au détachement d'agents du FOREm dans les Agences locales pour l'emploi*
- 13/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation— *L'état d'avancement des négociations du Pacte wallon pour l'emploi et la formation*
- 13/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine— *L'installation de radars en Wallonie*
- 27/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation— *Les remous suscités par le transfert au FOREm des agents des agences locales pour l'emploi*
- 27/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation— *Les conséquences de l'avis de la Cour constitutionnelle sur l'éligibilité des germanophones au Plan "Airbag"*
- 27/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation— *La mise en place progressive de l'Office francophone de la formation en alternance (OFFA)*
- 27/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine— *Les critiques relatives à l'accueil de personnes handicapées françaises sur le territoire wallon*
- 01/12/2015 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine— *Les pénuries de médecins*
- 01/12/2015 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine— *Le trafic routier sur les voiries wallonnes proches de l'agglomération lilloise*

- 15/12/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
L'évaluation du contrat de gestion du FOREm
- 15/12/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
La position des partenaires sociaux quant au futur contrat d'insertion
- 12/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de
l'Action sociale et du Patrimoine— *Les cinq nouveaux abris de nuit annoncés*
- 12/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de
l'Action sociale et du Patrimoine— *Les enseignements du rapport du Centre d'expertise des
soins de santé (KCE) sur la consommation d'alcool*
- 12/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
*L'incertitude des chômeurs âgés et des chômeurs avec complément d'entreprise dans la
perspective du contrôle de la disponibilité adaptée*
- 12/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
Les modalités opérationnelles du contrôle de la disponibilité des chômeurs par le FOREm
- 26/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
*L'articulation des politiques wallonnes de l'emploi avec des mesures envisagées au Fédéral
pour soutenir les femmes chefs d'entreprise*
- 26/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
L'état d'avancement des Cités des métiers
- 15/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à LACROIX Christophe, Ministre du Budget, de la Fonction
publique et de la Simplification administrative— *Les transferts d'information entre niveaux
de pouvoir quant aux impayés en matière de taxes de circulation*
- 16/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
Le Salon de l'emploi "spécial Belgique" organisé à Tourcoing
- 16/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
Le manque de personnel au FOREm
- 16/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation— *Une
aide à l'embauche des travailleuses menacées dans leur emploi par la réforme des titres-
services sociaux*
- 16/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville,
du Logement et de l'Energie— *Les dossiers d'extension d'installations photovoltaïques*
- 01/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
Les nouvelles modalités d'octroi des bourses de séjour linguistique
- 15/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
L'opération "Hé lapin, sois malin !" de stages d'observation en entreprise
- 12/04/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
L'état d'avancement du contrat d'insertion
- 26/04/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
Le dépôt d'un préavis d'actions au FOREm
- 26/04/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
L'envoi par le FOREm de courriers de contrôle erronés
- 10/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
Les résultats interpellants d'une enquête sur le moral des agents du FOREm
- 24/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
L'appel "Stop Attestations !" du réseau "Lire et Ecrire"
- 07/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation—
*Le plan d'administration des administratrices générales et administratrice générale adjointe
du FOREm*
- 07/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de
l'Action sociale et du Patrimoine— *La gestion des personnes sans domicile fixe à Mons*
- 05/07/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé,
de l'Action sociale et du Patrimoine— *La volonté du Gouvernement fédéral d'instaurer un
permis de conduire pour vélo électrique*

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

- 11/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation – *L'avenir du Plan "Airbag"*
- 20/07/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation – *La réforme du Plan "Airbag"*

QUESTIONS ÉCRITES

- 01/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie (31 (2015-2016) 1, échéance: 22/10/2015) – *La diminution du fonds des communes* (Réponse reçue)
- 01/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie (30 (2015-2016) 1, échéance: 22/10/2015) – *Les échevins sans compétence* (Réponse reçue)
- 02/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (40 (2015-2016) 1, échéance: 23/10/2015) – *La sécurisation de la RN 57* (Réponse reçue)
- 08/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (62 (2015-2016) 1, échéance: 29/10/2015) – *Le placement de radars sur le boulevard industriel à Mouscron (RN 58)* (Réponse reçue)
- 12/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (83 (2015-2016) 1, échéance: 03/11/2015) – *Les soutiens du Fonds Impulseo sur le territoire wallon* (Réponse reçue)
- 24/11/2015 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie (151 (2015-2016) 1, échéance: 15/12/2015) – *L'interprétation du dialogue technique dans les marchés publics* (Réponse reçue)
- 24/11/2015 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie (150 (2015-2016) 1, échéance: 15/12/2015) – *La possibilité pour le bourgmestre empêché d'assister aux réunions du collège* (Réponse reçue)
- 01/12/2015 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation (84 (2015-2016) 1, échéance: 22/12/2015) – *Les subsides wallons pour l'installation de "stickers" sur les vitrines vides des centres-villes* (Réponse reçue)
- 02/12/2015 : de VANDORPE Mathilde à COLLIN René, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région (117 (2015-2016) 1, échéance: 23/12/2015) – *Le Programme communal de développement rural (PCDR) de Pecq* (Réponse reçue)
- 12/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (416 (2015-2016) 1, échéance: 02/02/2016) – *L'aménagement du croisement de la rue de la Traversière et de la RN 512 à Mouscron* (Réponse reçue)
- 01/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie (306 (2015-2016) 1, échéance: 22/02/2016) – *La production d'une étude de stabilité non prévue dans le cahier des charges d'un marché public* (Réponse reçue)
- 05/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie (312 (2015-2016) 1, échéance: 26/02/2016) – *Le dialogue technique et le conflit d'intérêts dans le cadre de la législation sur les marchés publics* (Réponse reçue)
- 16/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal (537 (2015-2016) 1, échéance: 08/03/2016) – *L'impact de l'utilisation des pesticides* (Réponse reçue)
- 19/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à MARCOURT Jean-Claude, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique (217 (2015-2016) 1, échéance: 11/03/2016) – *Les "stickers" sur les vitrines vides des centres-villes* (Réponse reçue)

- 22/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (606 (2015-2016) 1, échéance: 14/03/2016) – *Les chiffres du cancer en Wallonie en vue de la mise en place de politiques adaptées* (Réponse reçue)
- 23/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (616 (2015-2016) 1, échéance: 15/03/2016) – *La sécurisation de la chaussée de Renaix à Velaines* (Réponse reçue)
- 08/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal (618 (2015-2016) 1, échéance: 30/03/2016) – *Le glyphosate* (Réponse reçue)
- 16/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à MAGNETTE Paul, Ministre-Président du Gouvernement wallon (74 (2015-2016) 1, échéance: 07/04/2016) – *La confusion possible entre interview et article promotionnel en faveur de la Wallonie* (Réponse reçue)
- 17/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à LACROIX Christophe, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative (167 (2015-2016) 1, échéance: 08/04/2016) – *La situation de blocage au sein de certaines administrations régionales* (Réponse reçue)
- 21/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal (690 (2015-2016) 1, échéance: 12/04/2016) – *La grève des signatures en aménagement du territoire* (Réponse reçue)
- 21/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal (675 (2015-2016) 1, échéance: 12/04/2016) – *Le projet "WeFood" au Danemark* (Réponse reçue)
- 07/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (1099 (2015-2016) 1, échéance: 28/06/2016) – *La sensibilisation à la sécurisation des enfants dans les voitures* (Réponse reçue)
- 21/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à LACROIX Christophe, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative (296 (2015-2016) 1, échéance: 12/07/2016) – *Les suites données à la grève des signatures d'une série d'agents de l'urbanisme* (Réponse reçue)
- 21/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal (1102 (2015-2016) 1, échéance: 12/07/2016) – *La hausse de 50 % d'animaux maltraités ces 18 derniers mois* (Réponse reçue)
- 24/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation (294 (2015-2016) 1, échéance: 15/07/2016) – *Le renforcement des aides SESAM (soutien à l'emploi dans les secteurs d'activités marchands)* (Réponse reçue)
- 24/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie (685 (2015-2016) 1, échéance: 15/07/2016) – *L'analyse et les propositions d'associations dans le cadre de la réforme du logement* (Réponse reçue)
- 24/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie (683 (2015-2016) 1, échéance: 15/07/2016) – *Le tarif de prélèvement pour les propriétaires ou locataires de panneaux photovoltaïques* (Réponse reçue)
- 24/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (1206 (2015-2016) 1, échéance: 15/07/2016) – *La hausse inquiétante des diabétiques* (Réponse reçue)
- 06/07/2016 : de VANDORPE Mathilde à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation (302 (2015-2016) 1, échéance: 28/07/2016) – *Le nombre préoccupant de jeunes Wallons sans formation ni emploi* (Réponse reçue)
- 20/07/2016 : de VANDORPE Mathilde à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine (1300 (2015-2016) 1, échéance: 11/08/2016) – *Le permis de conduire pour le vélo électrique* (Réponse reçue)

3.2. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

PROPOSITIONS DE DÉCRET, PROPOSITIONS DE DÉCRET SPÉCIAL

PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA RÉGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE CONCERNANT LE SERVICE FRANCOPHONE DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS, EN ABRÉGÉ "SFMQ"

Le présent projet de décret vise à donner assentiment à l'accord de coopération conclu le 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé "SFMQ".

Cet accord est pris pour remplacer l'accord de coopération conclu entre les mêmes parties le 27 mars 2009 concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé "S.F.M.Q.".

Le nouvel accord ne change fondamentalement ni la dynamique ni les structures du SFMQ mais il était nécessaire pour répondre à trois objectifs :

1. insérer, conformément à la demande du Conseil d'Etat, les nouvelles missions confiées au SFMQ par l'Accord de coopération signé par les mêmes parties le 26 février 2015 et concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé "CFC".
2. clarifier et, autant que possible, accélérer les procédures au sein du SFMQ dans le but d'augmenter le rythme de production de profils de formation pour qu'un maximum d'options et formations (tant de l'enseignement qualifiant que de la formation professionnelle) soient au plus tôt à des profils actualisés sur base de travaux menés au sein du SFMQ par les partenaires sociaux sur les savoirs, aptitudes et compétences exigés par les métiers.
3. mettre le texte à jour pour tenir compte de l'évolution des structures, des pratiques et du glossaire qui s'est opérée naturellement dans un souci d'efficacité au sein du SFMQ.

PROJET DE DÉCRET MODIFIANT LE DÉCRET DU 2 JUIN 2006 RELATIF À L'ÉVALUATION EXTERNE DES ACQUIS DES ÉLÈVES DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE ET AU CERTIFICAT D'ÉTUDES DE BASE AU TERME DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE



Conformément aux recommandations de la commission spéciale instituée par le Parlement de la Communauté française le 24 juin 2015, dont les recommandations ont été approuvées par le Parlement le 7 janvier 2016, et en particulier les recommandations relatives aux phases d'élaboration, d'impression de distribution, de stockage dans les écoles et à la passation des épreuves externes.

Le présent projet de décret vise à responsabiliser davantage les membres des groupes de travail chargés de la composition des épreuves, les équipes de recherche universitaire chargées de l'accompagnement des groupes de travail, les membres de l'Administration et du service général d'inspection ainsi que les membres du personnel de direction, enseignants, surveillants-éducateurs ainsi que tous les personnels des établissements, à travers une

législation accrue sur le secret professionnel dans le long processus des épreuves externes certificatives, de la composition à la passation des dites épreuves. Il vise également à sécuriser l'ensemble du dispositif.

Le présent projet prévoit un certain nombre de dispositions permettant au Gouvernement de fixer les modalités pratiques, aux différents moments clés du processus.

PROPOSITION DE DÉCRET RELATIVE À L'ACCUEIL ET À L'ACCOMPAGNEMENT DANS L'ENSEIGNEMENT ORDINAIRE OBLIGATOIRE DES ÉLÈVES PRÉSENTANT DES BESOINS SPÉCIFIQUES

Nombre d'élèves souffrent aujourd'hui d'un manque de prise en compte de leurs besoins spécifiques. Des apprenants affectés par divers troubles de l'apprentissage ou présentant un profil à haut potentiel peuvent rencontrer bien des difficultés, voire des obstacles, au cours de leur scolarité. La présente proposition vise à formaliser la mise en place d'aménagements raisonnables au profit des élèves à besoins spécifiques. Lesdits aménagements peuvent être matériels, organisationnels, méthodologiques et pédagogiques et feront l'objet d'une concertation entre les acteurs concernés. Ce faisant, cette proposition rappelle, entre autres les obligations contenues dans le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et vise à prévoir leur mise en place effective dans le cadre scolaire.

PROPOSITION DE DÉCRET MODIFIANT CERTAINES DISPOSITIONS EN MATIÈRE D'AGRÉMENT DE MANUELS SCOLAIRES, DE LOGICIELS SCOLAIRES ET D'AUTRES OUTILS PÉDAGOGIQUES AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE DU 19 MAI 2006, EN VUE D'INTÉGRER LA RÉFÉRENCE À LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES COMME CRITÈRES D'AGRÉMENT DES MANUELS SCOLAIRES

Les manuels scolaires ont un statut très particulier dans la vie de l'enfant à l'école et dans son processus d'apprentissage. Suite à l'adoption du décret relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire du 19 mai 2006, les écoles peuvent se procurer à moindre coût des manuels reconnus, en fonction de critères pédagogiques et éthiques, par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Parmi ces critères, il n'y a aucune référence à la lutte contre le sexisme ou à l'égalité des sexes. Or, les études démontrent que de nombreux manuels scolaires continuent de véhiculer des clichés et stéréotypes sexistes. La présente proposition de décret vise à introduire de manière explicite une référence à la lutte contre les discriminations entre les femmes et les hommes et à la promotion de l'égalité des sexes parmi les critères d'agrément des manuels scolaires.

PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE D'UN COURS DE PHILOSOPHIE ET DE CITOYENNETÉ DANS L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL AINSI QU'AU MAINTIEN DE L'ENCADREMENT PÉDAGOGIQUE ALTERNATIF DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Ce projet vise à concrétiser le point de la déclaration de politique communautaire qui prévoit le remplacement, dans les écoles primaires officielles et libres non confessionnelles qui offrent le choix entre les différents cours philosophiques, d'une des deux périodes de religion ou de morale (RLMO) par une période de philosophie et citoyenneté (PC).

Le projet fixe les modalités de calcul des périodes nécessaires à l'encadrement du cours de PC et des cours de RLMO, en ce compris une seconde période de philosophie et citoyenneté pour les élèves dispensés, tout en maintenant le volume global de l'emploi et en garantissant individuellement l'emploi des définitifs et des temporaires prioritaires.

Ce projet précise également les conditions à remplir par les maîtres de RLMO qui optent pour le cours de PC, l'ordre de priorité dans l'attribution des périodes de PC et les balises en matière d'incompatibilité entre l'enseignement de la PC et d'un cours de RLMO.

PROPOSITION DE DÉCRET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DU COURS DE PHILOSOPHIE ET DE CITOYENNETÉ

La présente proposition vise à préciser l'interprétation de certaines dispositions relatives au cours de philosophie et de citoyenneté.

Premièrement, elle vise à préciser l'interdiction pour un enseignant d'enseigner un cours de religion ou de morale et le cours de citoyenneté à une même classe. Il est important de préciser que la volonté était d'interdire d'enseigner ces deux matières à un même élève.

Deuxièmement, elle clarifie certaines dispositions relatives à la dévolution des heures de philosophie et de citoyenneté aux maîtres de religion ou de morale.



PROPOSITION DE RÉSOLUTION

PROPOSITION DE RÉSOLUTION RELATIVE AUX “BÉBÉS PARQUÉS”

Au 21^{ème} siècle, des bébés en danger se retrouvent encore dans des hôpitaux faute de places dans une structure adaptée à leurs besoins. Ces jeunes enfants peuvent rester des mois, voire une année entière, dans un hôpital sans que leur état de santé n'exige des soins médicaux.

Face à ces enfants en souffrance, aucune réponse politique et structurelle globale n'a pu être apportée à ce jour. L'absence de solution structurelle engendre de lourdes conséquences sur ces enfants en danger: risque de maladies, carence affective, retard dans le développement social, cognitif de l'enfant, etc. En plein développement cognitif, affectif, social, l'enfant ne peut se “reconstruire” dans un milieu hospitalier. Ces placements en milieu hospitalier n'offrent pas de réponse aux besoins de développement de ces jeunes enfants déjà fragilisés.

Cette présente proposition de résolution invite le Gouvernement à répondre aux multiples défis que pose la problématique des bébés dits “parqués” en objectivant la situation et en développant des prises en charge adaptées aux besoins de ces jeunes enfants en danger.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION VISANT LA MISE EN RÉSEAU DES CONNAISSANCES ET DES COMPÉTENCES NOTAMMENT PAR DES DÉMARCHES INTER- ET TRANSDISCIPLINAIRES

L'organisation de la formation, à tous les niveaux, en savoirs compartimentés pose des problèmes d'ordre éducatif, cognitif, culturel. Or, la complexité des situations, des problèmes et des objets naturels ou sociaux impose de relier les savoirs et d'équiper les élèves d'outils d'intelligibilité permettant d'aborder cette complexité. La présente résolution vise à renforcer la mise en réseau des connaissances et compétences au sein des disciplines et entre celles-ci, notamment par des démarches trans- et interdisciplinaires.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION VISANT À ENCOURAGER LA PROMOTION DU SPORT FÉMININ EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Le sport est indéniablement un outil de santé publique, d'épanouissement, de promotion du respect et du fair-play, favorisant le vivre ensemble. Or, encore trop peu de femmes pratiquent un sport. Trop de jeunes filles abandonnent le sport à l'adolescence. Le sport féminin jouit encore de trop peu de visibilité dans les médias. Les infrastructures urbaines sont encore trop axées sur les activités sportives masculines. Enfin, les femmes sont encore trop peu nombreuses aux postes à responsabilités dans les instances sportives belges et francophones.

Ces constats ont amené les auteurs de la présente proposition de résolution à proposer des solutions concrètes en faveur du sport féminin, tout en respectant les besoins spécifiques des filles et des garçons. En collaborant avec l'Administration générale du Sport (AGS), l'Administration Générale de l'Enseignement (AGE), l'Association des Établissements Sportifs (AES), l'Association interfédérale du Sport francophone (AISF), les clubs sportifs, les fédérations sportives, les centres sportifs locaux (CSL), les entités locales, les médias et les écoles, la Fédération Wallonie-Bruxelles pourra mettre en place une véritable stratégie transversale en faveur du sport féminin pour en faire profiter le plus grand nombre de femmes.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION VISANT L'ENSEIGNEMENT EN ALTERNANCE

La formule de l'alternance est un enjeu majeur pour l'école du XXI^{ème} siècle. Cette ouverture du monde scolaire donne du sens et de la pertinence aux apprentissages.

Ceux-ci créent du lien entre les contenus scolaires, les évolutions du monde et l'insertion socioprofessionnelle. Cette combinaison offre la possibilité d'associer théorie et pratique.

Actuellement, en Belgique francophone, l'enseignement en alternance ne touche qu'un nombre limité d'élèves de l'enseignement obligatoire, à peine 2,4%. Il faut donc le dynamiser et le valoriser. La présente résolution fait partie de ce processus de dynamisation de l'alternance.

AMENDEMENTS EN COMMISSION

- Proposition de résolution relative au développement de l'éducation financière et à la consommation responsable.
- Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé "SFMQ".
- Projet de décret portant sur diverses dispositions en matière d'enseignement.

RAPPORTS

- Rapport d'audit de la Cour des comptes consacré au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires (Commission éducation).
- Rapport annuel du Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne (Commission éducation).
- Projet de décret portant modification en matière d'encadrement complémentaire et organique de personnel de l'enseignement (Commission éducation).

INTERPELLATIONS

- 05/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à COLLIN René— *Lutte contre la violence dans le sport* (Réponse reçue)
- 28/09/2016 : de VANDORPE Mathilde— *Choix entre religion, morale et citoyenneté* (Retirée)
- 28/09/2016 : de VANDORPE Mathilde à Rachid Madrane— *Lutte contre la violence dans le sport* (Réponse reçue)

QUESTIONS ORALES

- 05/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à COLLIN René— *Évaluation de l'opération été sport 2015* (Réponse reçue)
- 06/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à Joëlle Milquet— *Difficultés liées au recrutement des enseignants en cette rentrée scolaire* (Réponse reçue)
- 20/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à Jean-Claude Marcourt— *Formation en français langue étrangère au sein des Hautes Ecoles*
- 20/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à Isabelle SIMONIS— *Droits des pères*
- 12/11/2015 : de VANDORPE Mathilde en commission— *SABAM et milieux d'accueil: avancement du dossier*
- 19/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à Jean-Claude Marcourt— *Pénurie de médecins généralistes en zones rurales*
- 02/02/2016 : de VANDORPE Mathilde en commission— *Période de prise en charge au sein des classes DASPA*
- 02/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à Joëlle Milquet— *Prévention du burn-out dans nos établissements scolaires*
- 21/03/2016 : de VANDORPE Mathilde en commission— *Colloque de l'ADISEPUL*
- 19/04/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns— *Méthodes de communication des documents du jury du CAP*
- 19/04/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns— *Projet BYOD et à la question du numérique dans les classes*
- 19/04/2016 : de VANDORPE Mathilde en commission— *Études en infirmier hospitalier*
- 03/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns— *Dictée du Balfroid et la maîtrise de l'orthographe*
- 04/05/2016 : de VANDORPE Mathilde en débat thématique— *Plan autisme*
- 17/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns— *Problèmes récents autour de l'organisation du CAP*
- 17/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à Rachid Madrane— *Violence pendant et autour des matchs de football*
- 31/05/2016 : de VANDORPE Mathilde en commission— *Problématique de l'obésité en Fédération Wallonie-Bruxelles*
- 31/05/2016 : de VANDORPE Mathilde en commission— *Illettrisme comme facteur de discrimination*
- 31/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns— *Problématique du marché des cours particuliers*
- 31/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns— *Détection de l'illettrisme et sa prévention*
- 14/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns— *EVRAS face aux nouveaux problèmes de société*
- 14/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à Isabelle SIMONIS— *Illettrisme comme facteur de discrimination*

QUESTIONS D'ACTUALITÉS

- 12/11/2015 : de VANDORPE Mathilde à Joëlle MILQUET— *Financement de la lutte contre le décrochage scolaire*
- 06/01/2016 : de VANDORPE Mathilde à Joëlle MILQUET— *Recouvrement des factures impayées via des bureaux d'encaissement dans écoles de notre pays*
- 09/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à Jean-Claude Marcourt— *Télévie*
- 04/05/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns— *Pacte pour un enseignement d'excellence*

QUESTIONS ÉCRITES

- 19/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à Joëlle Milquet — *Semaine des langues de wallonie*: Question n°771 du 19 octobre 2015
- 19/10/2015 : de VANDORPE Mathilde à Joëlle Milquet — *Situation professionnelle des diplômés du bachelier français-FLE*: Question n°768 du 19 octobre 2015
- 18/12/2015 : de VANDORPE Mathilde à René Collin — *Points verts*: Question n°140 du 18 décembre 2015
- 16/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à Joëlle Milquet — *Intégration des enfants handicapés dans l'enseignement ordinaire*: Question n°1118 du 16 février 2016
- 25/02/2016 : de VANDORPE Mathilde à Jean-Claude Marcourt — *Prévention du risque d'alcool dans le milieu étudiant*: Question n°323 du 25 février 2016 (Sans réponse)
- 02/03/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns — *Période de prise en charge au sein des classes DASPA*: Question n°1172 du 2 mars 2016
- 04/04/2016 : de VANDORPE Mathilde à René Collin — *Colloque de l'ADISEPUL*: Question n°173 du 4 avril 2016
- 29/04/2016 : de VANDORPE Mathilde à Jean-Claude Marcourt — *Etudes en infirmier hospitalier*: Question n°7 du 29 avril 2016 (Réponse MM SCHYNS le 29/07/2016)
- 01/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à Rachid Madrane — *Promotion et soutien du Poul Ball, un jeu collaboratif et accessible à tous*: Question n°177 du 1 juin 2016
- 01/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à Rachid Madrane — *Problématique de l'obésité en Fédération Wallonie-Bruxelles*: Question n°178 du 1 juin 2016
- 10/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns — *Déroulement de l'épreuve en classe du CAP*: Question n°93 du 10 juin 2016 (sans réponse)
- 22/06/2016 : de VANDORPE Mathilde à Rachid Madrane — *Evolution de la marche nordique en Belgique francophone et sa reconnaissance*: Question n°200 du 22 juin 2016
- 01/07/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns — *Carte blanche rédigée par le Professeur Philippe Hilgsmann*: Question n°436 du 1 juillet 2016 (sans réponse)
- 08/07/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns — *Devoir de réserve des enseignants*: Question n°135 du 8 juillet 2016 (sans réponse)
- 08/07/2016 : de VANDORPE Mathilde à Marie-Martine Schyns — *Recouvrement des impayés par les écoles et la possibilité d'une mutualisation*: Question n°140 du 11 juillet 2016 (sans réponse)

4. ACTIVITÉS HORS PARLEMENT

4.1. MANDATS PUBLICS

CONSEILLÈRE COMMUNALE ET ECHEVINE EMPÊCHÉE

Echevine empêchée suite à ma nomination en tant que députée, je suis devenue cheffe de file au conseil communal de Mouscron. Echevine depuis 2006, j'étais en charge de la Jeunesse et des Sports, du Jumelage et de l'Égalité des Chances.

ADMINISTRATRICE DE L'INTERCOMMUNALE IPALLE (GESTION DES DÉCHETS) ET PRÉSIDENTE DU COMITÉ DE SECTEUR (PME)

<http://www.ipalle.be/Documentation/Notreintercommunale.aspx>

REPRÉSENTANTE COMMUNALE AU SEIN DE L'AGENCE LOCALE POUR L'EMPLOI

MEMBRE DU COMITÉ SUBRÉGIONAL DE L'ONE

ADMINISTRATRICE DE L'ASBL GESTION CENTRE VILLE

PRÉSIDENTE DE L'ASBL ELEA

ASBL ELEA = centre de formation en Eco-construction

ADMINISTRATRICE À LA MAISON DE JEUNES LA FRÉGATE

ADMINISTRATRICE À LA PRAIRIE

La Prairie = ferme d'animations pédagogiques et maison de jeunes

PRÉSIDENTE DE L'ASBL CRÈCHE SAINT ACHAIRE

ASBL Crèche Saint Achaire = crèche Babynous et PapiLLons

PRÉSIDENTE DU FOYER TIBÉRIADE

Foyer Tibériade = foyer pour adultes handicapés



4.2. PARTI

CHEFFE DE GROUPE AU SEIN DU CDH LOCAL AU CONSEIL COMMUNAL

TRAVAIL SUR LES FAMILLES PLURIELLES

En janvier 2016, Benoit Lutgen attribuait à ses mandataires des thèmes de prédilection afin de se concentrer sur une matière, sans négliger les autres, et donc sur diverses problématiques. A la base, on me demandait de me pencher sur les familles. Un premier constat a directement été fait: il n'existe plus un modèle familial. A l'heure actuelle, on se retrouve face à des familles recomposées, monoparentales, "classiques", etc. J'ai donc rencontré plusieurs acteurs de terrain (Mr Bernard DEVOS des droits de l'enfant, avocate spécialisée dans la famille, acteurs de l'enseignement, parents en cas de divorce, etc.) afin de travailler sur des propositions amenées au congrès national de mon parti en avril. Tout cela a débouché sur plusieurs propositions qui seront prochainement sur la table du parlement.

VISITES DE TERRAIN

1. ASBL LIRE ET ECRIRE

J'avais interrogé la Ministre Eliane Tillieux sur un mal-être vécu par les personnes travaillant au sein de l'asbl Lire et Ecrire qui œuvre contre l'illettrisme notamment. J'ai donc décidé de les rencontrer en mars 2015 afin d'être au plus près de la situation vécue par ces personnes. De là sont ressorties des problématiques mais également des réflexions. Comme celle de ne pas considérer l'illettrisme comme un critère de discrimination. J'ai donc interrogé la Ministre Isabelle Simonis sur le sujet (voir ci-dessus).



2. SAS - HAINAUT

A la demande du directeur, Antoine Vandenhoven, de l'asbl SAS - HO (accrochage scolaire), nous organisons une visite de terrain car ceux-ci dépendent de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Discussion des problématiques (décentralisation de certains centres et relais de celles-ci auprès de collaborateurs spécialisés au Parlement de la FWB).

3. ACCUEILLANTES DU SOURIRE

En janvier, lors des vœux de mon parti pour la Province de Hainaut, un groupe d'accueillantes conventionnées me faisaient part de leurs inquiétudes quant à leur statut (inexistant). S'en suivait une rencontre dans leurs locaux afin de prendre le temps de les écouter toutes et de relayer leur préoccupations à la Ministre de la petite enfance. L'organisation entre accueillantes conventionnées et la Ministre doit suivre.

4. PLAINE D'ÉTÉ AUTI BOL D'AIR

L'autisme est un de mes fers de lance. J'y travaille en m'impliquant dans notre plan autisme au Parlement mais surtout en rencontrant les acteurs concernés. Je suis donc allée à la rencontre d'associations œuvrant pour l'intégration de personnes atteintes d'autisme ou de dyslexie dans les plaines de jeux. Une structure est en train de se mettre en place et j'y suis très attentive.

5. APEDAF

Après une rencontre avec un jeune sourd et muet qui nous a permis de nous rendre compte de plusieurs difficultés, nous sommes allés à la rencontre de l'APEDAF (association de parents d'enfants déficients auditifs francophones).

VISITES MINISTÉRIELLES

En mars, j'organisais une visite ministérielle en présence de René Collin en Wallonie picarde. L'occasion pour moi de lui montrer plusieurs endroits significatifs de ma région mais également de lui faire part de préoccupations de personnes rencontrées lors de cette visite.

- Complexe sportif à Flobecq
- Dossier d'aménagement d'un terrain foot/tennis à Ellezelles
- Rénovation d'un hall à Tournai
- Rencontre avec le collège mouscronnois: dossier environnement et agriculture
- Visite du Centre d'interprétation Marcel Marlier à Mouscron
- Visite et inauguration d'installations de clubs sportifs régionaux (Risquons-Tout, Luingne et Dottignies)

De ces visites ont également débouché des accords signés.



4.3. ASSOCIATIONS DIVERSES

TRAVAIL DE TERRAIN DANS LE CADRE DU PARLEMENT DES ENFANTS

Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles propose chaque année à un mandataire d'accompagner une classe wallonne dans l'écriture d'un projet de décret dans le cadre du Parlement des Enfants. J'ai donc travaillé avec une classe de l'école paroissiale de Courcelles Sarty en me rendant plusieurs fois directement dans leurs locaux. Après plusieurs journées de travail, nous avons débouché sur une proposition qui a été émise au greffier.



